

**act:onaid**

**Rapport Trimestriel  
1er Jan - 31 Mars 2025**



**(DSP III) pour la période 2024- 2028  
intitulée : “Autonomisation des femmes  
et des jeunes pour la justice sociale : agir  
concrètement”**

**2025**

## Acronymes et Abréviations

<b>AAS</b>	ActionAid Sénégal
<b>APROFES</b>	Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise
<b>CADD</b>	Conseil des animateurs pour le Développement de Djirnda
<b>CGE</b>	Comité de Gestion de l'École
<b>CLVF</b>	Comité Local de Vigilance Foncière
<b>COPROVAG</b>	Coopérative des Producteurs de la Vallée du Fleuve Gambie
<b>CRA</b>	Comité Régional de l'Alimentation
<b>GRDR</b>	Groupe de recherche et de réalisations pour le développement
<b>FYNW</b>	Fédération Yakaar Niani Wulli
<b>IEF</b>	Inspection de l'éducation et de la Formation
<b>KEOH</b>	Kédougou Encadrement, Orientation et développement Humain
<b>LRP</b>	Local Rights Programmes
<b>PRS</b>	Programme Rights Schools
<b>VBG</b>	Violence Basée sur le Genre

## Résumé Exécutif

Ce rapport présente une synthèse des principales activités réalisées au cours du premier trimestre 2025 par les partenaires de mise en œuvre d'ActionAid. Il met en lumière les avancées notables enregistrées dans les différents Local Rights Programmes (LRP), en insistant sur la participation active des communautés, notamment des femmes et des jeunes, conformément à l'approche fondée sur les droits humains.

Dans le LRP de Bala, le programme illustre une conception fondamentale du développement, qui va au-delà de la satisfaction des besoins immédiats. Il reconnaît les femmes et les jeunes comme des titulaires de droits à part entière, et considère les États et autres acteurs comme responsables du respect, de la protection et de la réalisation de ces droits.

En ce qui concerne le LRP de Niodior, porté par le CADD, les actions menées entre janvier et mars 2025 s'inscrivent pleinement dans les objectifs du partenariat avec ActionAid. La participation communautaire a été centrale à toutes les étapes, renforçant ainsi la légitimité et l'impact des interventions dans une dynamique de développement ancrée dans les droits humains.

Dans la région de Kédougou, l'association KEOH poursuit son engagement en faveur du développement local à travers une approche fondée sur les droits et l'entrepreneuriat communautaire. Son partenariat avec ActionAid a permis de consolider les acquis, notamment en matière de renforcement de capacités, de gouvernance locale et d'émergence citoyenne.

Par ailleurs, le LRP de Bakel, en collaboration avec le GRDR, a été marqué par l'organisation de la Journée Internationale des Droits des Femmes (JIF) et de la Journée Nationale des Femmes (FNI). Ces événements ont connu une forte mobilisation avec plus de 1 500 participants, et ont été enrichis par des activités de sensibilisation (panels, émissions radios, plaidoyer). Toutefois, il convient de noter que le retard dans la mise à disposition des fonds a freiné le démarrage de certaines actions, notamment celles relatives à la collecte des messages de parrainage.

Dans le LRP de Koussanar, la fédération Yakaar Niani Wulli, en partenariat avec ActionAid, s'est engagée en faveur d'une agriculture durable à travers la promotion de pratiques agroécologiques, l'accès équitable aux intrants agricoles et la valorisation des savoirs endogènes. Malgré ces efforts, les femmes rurales restent confrontées à de nombreuses vulnérabilités liées aux contraintes sociales et aux effets du changement climatique. La stratégie adoptée vise ainsi leur autonomisation économique et l'amélioration durable des conditions de vie.

En complément, à Missirah, COPROVAG a également contribué à la mise en œuvre du programme, notamment dans les domaines liés à la gouvernance locale et à l'économie solidaire.

Enfin, dans le LRP de Djilor, APROFES a organisé un atelier de renforcement de capacités à destination des membres des comités de veille communautaires. Cet atelier visait à clarifier leurs rôles et responsabilités dans la prévention et la prise en charge des cas de violences basées sur le genre, tout en renforçant leur maîtrise des textes de loi en la matière.

## Défis

Pour améliorer durablement les conditions de vie des communautés, plusieurs défis ont été soulevés par ActionAid et ses partenaires de mise en œuvre. La persistance et la complexité des normes sociales constituent encore un défi majeur dans la mise en œuvre des interventions. Le renforcement de l'autonomisation des femmes et des jeunes passe par l'équipement en matériel agricole, la mise en place de périmètres maraîchers et le développement d'alternatives économiques adaptées à leurs besoins. L'accès à l'eau demeure une nécessité pour le bien-être des populations surtout à Bala, Missirah et à Koussanar. Par ailleurs, développer et mettre en œuvre un programme de plaidoyer dirigé par les femmes et les jeunes en vue de promouvoir des changements sociaux et politiques en faveur de leurs droits. Il est essentiel de respecter les délais de virement des fonds pour garantir une exécution efficace des activités.

## Leçons apprises

Les activités du premier trimestre ont permis de constater une évolution positive malgré la persistance des normes sociales contraignantes. On note une prise de conscience accrue des femmes et des filles sur leurs droits, un début de changement de comportement au sein de certaines communautés, ainsi qu'une implication croissante des hommes, notamment des leaders dans la mise en œuvre des actions.



## **Objectif Stratégique 1 : Renforcer l'autonomisation économique des femmes et des jeunes et leur aptitude à lutter pour la justice et l'éradication de la pauvreté**

Au cours de la période examinée, plusieurs actions majeures ont été entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du programme visant à renforcer la résilience des communautés, promouvoir une gouvernance foncière inclusive et favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

À l'échelle nationale, l'un des faits marquants a été la participation de la responsable du Résultat Stratégique 1 à un atelier de deux jours consacrés à l'alignement du DSPIII d'ActionAid Sénégal avec la Stratégie Nationale de Développement – Vision 2050. Cet atelier a mis en lumière une forte synergie entre les objectifs et les résultats attendus du DSPIII et les axes stratégiques de la SND, en particulier l'Axe 2 (Capital humain de qualité et équité sociale) et l'Axe 3 (Aménagement et développement durables). Le RS1 est particulièrement concerné par ce dernier, à travers des actions telles que la gestion durable des écosystèmes naturels, la promotion d'une transition énergétique équitable et le soutien à des modes de production et de consommation responsables.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du cadre MEAL, un atelier de deux jours a été organisé pour réviser les indicateurs du RS1. L'objectif était de s'assurer que ces indicateurs respectent les critères SMART et de préparer efficacement la collecte des données de référence du DSPIII.

En parallèle des initiatives menées au niveau national, les LRP ont également déployé plusieurs actions significatives sur le terrain, contribuant à la réalisation des objectifs stratégiques du programme à l'échelle locale

A Missirah, dans le cadre de la mise en œuvre des activités liées à la production de pépinières pour l'installation de brise-vent, une rencontre a été tenue avec le chef de secteur des Eaux et Forêts de Tambacounda. Cette réunion a permis d'échanger sur les possibilités de collaboration, notamment en ce qui concerne le choix des espèces les plus adaptées et les modalités pratiques de mise en œuvre. À l'issue de cet échange, un agent technique a été désigné pour effectuer une visite de terrain en compagnie de notre équipe et pour rencontrer les producteurs bénéficiaires. Nous sommes actuellement en attente de leur proposition en vue de finaliser une convention de partenariat.

COPROVAG a aussi organisé un atelier de formation les 29 et 30 avril portant sur la gouvernance foncière. Cette session a réuni un total de 41 participants, dont 30 hommes, 11 femmes et 10 jeunes. Parmi les participants figuraient des acteurs clés de la gestion foncière locale : les présidents de commissions domaniales, des représentants de mairies, des chefs de village, les présidents de Comités Régionaux de l'Alimentation (CRA), ainsi que des présidents de Groupements d'Intérêt Économique (GIE) spécialisés dans la production de banane. L'atelier a également enregistré la participation du Chargé des Affaires de Développement Local (CADL) et du Sous-préfet de Missirah.

La session a été animée par un expert en gouvernance foncière, membre de l'équipe d'ActionAid Sénégal (AAS). Ce dernier a apporté un éclairage technique et historique précieux, retraçant l'évolution de la gouvernance foncière au Sénégal avant l'indépendance jusqu'au contexte actuel. La formation a été jugée opportune et pertinente par une grande majorité des participants. En effet, elle intervient dans un contexte marqué par des difficultés majeures d'accès à la terre pour les femmes et les jeunes.

Ces obstacles sont principalement liés à des pesanteurs socioculturelles, une faible connaissance des procédures administratives, mais aussi à des contraintes économiques.

foncière plus inclusive, équitable et sécurisée.

Dans le cadre de l'autonomisation des femmes, COPROVAG avec l'appui de ActionAid a lancé la construction d'une banque de semences au profit du Cercle Reflection Action (CRA) de Diabougou. Dans un premier temps, une rencontre a été organisée avec les membres du CRA afin de discuter des modalités de réalisation du projet et de procéder au choix du site le plus approprié.

Après la sélection de l'entrepreneur en charge des travaux, une seconde réunion a été tenue pour le présenter officiellement au comité de suivi du CRA. Cette étape a permis à l'entrepreneur de prendre les mesures nécessaires sur le terrain en vue du démarrage des travaux. Un contrat a ensuite été signé avec lui, et les travaux de construction ont effectivement débuté. Ce processus participatif vise à garantir l'appropriation locale et le bon déroulement de la mise en œuvre de l'ouvrage.

A Niodior, le partenaire CADD a apporté un appui dans la mise en œuvre des plans d'action des comités de gestion des risques, des catastrophes et de la salubrité, en vue de renforcer la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles. Des moyens matériels et des équipements ont été mis à la disposition des communautés pour améliorer la gestion des ordures ménagères dans les villages de Moundé, Diamniadio et Ronflagué, couvrant un total de 250 ménages représentant une population de 3 889 personnes, dont 1 895 femmes et 1 994 hommes.

Par ailleurs, des actions de sensibilisation ont été menées à l'endroit des populations de Moundé, Diamniadio et Fékir, portant sur les effets néfastes des changements climatiques et sur les impacts du déversement anarchique des déchets dans l'écosystème de mangrove.

Dans une dynamique de gestion durable des déchets, trois dépotoirs ont été construits dans les localités de Moundé, Diamniadio et Fékir, facilitant ainsi la collecte, le tri et le recyclage des ordures ménagères.

Enfin, les comités de gestion des villages de Moundé, Diamniadio et Ronflagué ont bénéficié de sessions de renforcement de capacités sur les techniques de gestion endogène des ordures ménagères, afin de favoriser une prise en charge communautaire efficace et durable de cette problématique environnementale. A Kédougou les activités mises en œuvre par le partenaire KEOH se sont structurées autour de trois axes principaux, visant à renforcer l'autonomisation économique et favoriser l'insertion professionnelle des groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.

Dans le cadre de l'appui aux initiatives économiques locales, une unité de transformation multifonctionnelle a été installée au sein du GIE TESITO, créé en 2024. Cette initiative a permis de renforcer les capacités techniques des membres en matière de transformation des produits locaux, tout en optimisant la chaîne de valeur et les conditions de production. Elle contribue ainsi à une meilleure valorisation des ressources agricoles locales et dynamise les activités économiques portées majoritairement par les femmes du groupement.



La relance des activités de transformation au sein du GIE TESSITO a largement favorisé l'autonomisation économique des femmes. Plus de 30 femmes sont désormais pleinement engagées dans la valorisation des produits agricoles locaux, générant des revenus supplémentaires qui renforcent à la fois leur autonomie financière et la viabilité économique du groupement. Cette dynamique a également conduit à une augmentation notable de la quantité et de la diversité des produits transformés, consolidant ainsi la place économique des femmes au sein de la communauté.

Dans une logique de promotion de l'emploi des jeunes, KEOH a mis en place un programme d'accompagnement qui a permis à 20 jeunes, dont 10 filles et 10 garçons, de développer leurs compétences à travers une formation couvrant des thèmes clés tels que l'entrepreneuriat, la gestion de projets et l'éducation financière.

À l'issue de cette formation, 10 jeunes ont été placés en stage, dont 5 ont accédé à un emploi salarié. Les 10 autres ont été orientés vers l'auto-emploi et ont bénéficié de kits entrepreneuriaux pour lancer leurs propres activités génératrices de revenus, marquant une avancée significative vers une insertion professionnelle durable.



## Objectif Stratégique 2 : Promouvoir une éducation publique de qualité, inclusive, pertinente et transformatrice pour améliorer le leadership des filles et des garçons

Dans le cadre de son programme pour une éducation inclusive et de qualité pour améliorer le leadership des filles et des garçons, les partenaires ont poursuivi leurs actions ce trimestre dans les différents LRP. Les interventions ont porté sur la réhabilitation d'infrastructures, la promotion de l'excellence scolaire, le renforcement des capacités éducatives et la sensibilisation communautaire. À Niodior, un forum éducatif et des célébrations ont mobilisé les communautés autour de la réussite scolaire. À Koussanar, la fête de l'Indépendance a permis de sensibiliser aux droits de l'enfant et à des enjeux comme l'agroécologie et les violences basées sur le genre. À Bala, des initiatives locales ont renforcé l'apprentissage et la motivation des élèves. Enfin, à Kédougou, l'appui à l'IEF et les activités culturelles dans certains établissements ont contribué à promouvoir la lecture auprès des jeunes.

A Niodior, un forum éducatif a été organisé le 10 Mai présidé par le sous-préfet de l'arrondissement de Niodior et en présence du maire de Djirnda sous le thème : « Réflexion sur la problématique de l'éducation des îles du Gandoul : enjeux et perspectives ». Cette initiative a permis de réunir les principaux acteurs du secteur éducatif, les autorités locales et les communautés pour un échange approfondi sur les défis liés à l'abandon scolaire et à la qualité de l'enseignement dans les écoles et engager les communautés autour de solutions concrètes. Le forum éducatif a permis de partager les performances scolaires des écoles, d'identifier de manière participative les défis du système éducatif local et d'analyser les causes des abandons et contre-performances scolaires. Il a abouti à la définition claire des responsabilités des acteurs et à la formulation d'engagements concrets en faveur du maintien des garçons à l'école. Des recommandations ont été émises en vue de pérenniser cette démarche participative.



Le 31 mai 2025, le CADD, en partenariat avec ActionAid et en collaboration avec les CODEC de Djirnda 1 & 2 et de Dionewar, a célébré de manière anticipée la Journée de l'Enfant Africain couplée à la Journée de l'Excellence. À cette occasion, 387 élèves, dont 15 issus d'écoles arabes, ont été récompensés devant près de 800 participants (479 filles et 321 garçons).

La cérémonie s'est tenue sous la présidence du sous-préfet de Niodior, en présence du maire de Djirnda, des représentants de l'IEF, d'ActionAid, de l'AMPG, d'enseignants et de jeunes activistes. La journée s'est clôturée par l'inauguration de salles de classe et de deux blocs de latrines réalisés par le CADD dans le cadre du PRS.



A Koussanar, la célébration de la fête de l'indépendance a été marquée par une forte mobilisation communautaire, avec la participation de plus de 160 personnes. Les enfants ont activement pris part à l'événement à travers un défilé civil, illustrant leur engagement citoyen.

Des messages de sensibilisation ont été diffusés sur les droits de l'enfant et de la justice climatique. Un plaidoyer a été adressé aux autorités administratives et locales, insistant sur la nécessité de renforcer la protection des enfants contre les violences basées sur le genre (VBG).

L'événement a permis de renforcer la prise de conscience des parents sur les droits des enfants et d'obtenir un engagement des autorités en faveur du respect de ces droits.

A Bala, les écoles publiques ont été soutenues dans les apprentissages et les élèves récompensés lors de la Journée de l'Excellence au niveau local, renforçant ainsi la motivation scolaire.

A Kédougou KEOH a appuyé 100 écoles, permettant à environ 4 000 élèves de participer à l'essai départemental grâce à la mise à disposition de rames de papier. Cet appui a facilité les préparatifs administratifs de l'IEF. Un plan d'action harmonisé et validé avec l'IEF, ainsi qu'un plan de suivi des actions mené par les CGE, ont été élaborés avec les acteurs de l'éducation. Par ailleurs, 500 cartes et photos scolaires ont été imprimées et plastifiées pour renforcer les outils pédagogiques.

Un festival de poésie et de slam a été organisé en partenariat avec Food For Children, touchant plus de 200 élèves sensibilisés à la culture du livre à travers l'art.

Enfin, le forage de l'école d'Affia Dandémayo a été réhabilité et équipé d'un système solaire, avec des bornes fontaines installées, garantissant un accès sécurisé à l'eau, conformément au droit n°5 du PRS. Ces actions, portées par les communautés, les autorités locales et les équipes éducatives, traduisent une volonté commune de faire progresser les droits des enfants à travers un environnement scolaire plus sûr et participatif.



## **Objectif Stratégique 3 : Renforcer le leadership des femmes et des filles pour lutter efficacement contre les normes sociales négatives, y compris toutes les formes de violence basée viol sur le genre**

Au cours du premier trimestre 2025, dans le cadre de l'initiative de renforcement du leadership des femmes et des filles pour lutter efficacement contre les normes sociales négatives, y compris toutes les formes de violences basées sur le genre (VBG), les différents LRP ont mené une série d'activités marquantes. Tous les LRP ont organisé la célébration de la Journée internationale des droits des femmes (8 mars) qui a constitué un moment fort, mobilisant largement les communautés autour de la promotion des droits des femmes, de l'égalité de genre et de l'autonomisation économique. Des ateliers d'analyse situationnelle ont permis d'identifier les principaux obstacles à l'accès des femmes aux ressources productives, aux services sociaux de base et aux instances de décision.

Des formations ciblées ont renforcé les capacités des comités de veille sur les VBG, en insistant sur les textes de loi et les mécanismes de prise en charge des survivantes. Des plateformes locales et inter-LRP, notamment entre Djilor et Niodior, ont été créées pour coordonner les efforts et mutualiser les initiatives. Par ailleurs, des actions concrètes de plaidoyer ont été menées à Koussanar et Bakel, avec des résultats visibles comme l'ouverture d'une banque de semences à Keur Demba. Ces différentes interventions ont contribué à renforcer la mobilisation communautaire, à promouvoir un leadership féminin actif et à poser les bases d'un plaidoyer structuré en faveur des droits des femmes et des filles. Les sections suivantes détaillent les réalisations dans chaque LRP.

A Bala un atelier d'analyse situationnelle s'est tenu les 21 et 22 mai 2025 pour renforcer le leadership féminin, avec la participation de divers acteurs communautaires, notamment le Chargé d'Affaires du développement local (CADL, les présidentes de CRA, les clubs de jeunes filles, les structures locales de prise en charge des VBG et les relais communautaires. Cela a permis de dresser un état des lieux des VBG, d'évaluer l'accès des femmes aux ressources productives, aux services sociaux de base et aux instances de décision. Les travaux ont permis d'identifier plusieurs formes de violences (mariages précoces, violences sexuelles, physiques, économiques, verbales), d'en analyser les causes (pauvreté, pesanteurs socioculturelles, absence de dialogue) et de mettre en lumière les défis persistants : difficultés d'accès aux intrants agricoles, à la santé, à l'éducation et à l'énergie.

Les textes de loi encadrant les VBG ont été revisités, et les capacités des structures communautaires de prise en charge des victimes évaluées. L'atelier a également favorisé une prise de conscience sur l'importance du plaidoyer local et du renforcement des mécanismes communautaires pour une meilleure prévention et prise en charge des violences.

Ce cadre d'échange a ainsi contribué à renforcer la mobilisation des acteurs locaux et à affirmer le rôle des femmes dans les dynamiques de changement au sein de la communauté.

A Koussanar, la Fédération Yakaar Niani Wulli (FYNW), en partenariat avec ActionAid Sénégal (AAS), sous l'égide de la structure de prises en charges des victimes de violences (PEC) et des cercles réflexion Action ont célébré la Journée internationale des droits des femmes autour du thème « Pour toutes les femmes et les filles : Droit, Égalité, Autonomisation ». L'événement visait à remobiliser les femmes et à recueillir leurs perspectives pour l'actualisation de leurs droits.

La journée a été marquée par l'inauguration de la banque de semences de Keur Demba, symbole d'autonomie économique et de résilience climatique. La cérémonie officielle a réuni autorités administratives, partenaires, présidentes de CRA et communautés, avec des discours forts sur l'importance de l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes.

Les femmes et les filles ont partagé les avancées obtenues grâce au partenariat entre la FYNW et AAS, notamment en matière d'accès aux semences, de formations et de mise en place d'activités génératrices de revenus. Elles ont également émis des recommandations portant sur l'amélioration de l'accès à l'eau, aux intrants agricoles, ainsi que sur la nécessité de mettre en place des centres d'écoute pour les victimes de violences. Parmi les principaux résultats figurent Sensibilisation des communautés à l'accès aux ressources pour les femmes et filles ;

Promotion de l'autonomisation économique féminine ;

Exposition et valorisation des produits locaux transformés par des femmes ;

Plaidoyer pour l'égalité des sexes et la protection contre les violences.

La journée s'est conclue par des engagements des autorités et d'AAS à poursuivre les actions en faveur des droits des femmes, dans une approche participative et inclusive.



Dans le LRP de Bakel, le GRDR, en partenariat avec les organisations de femmes de Gabou, a conduit une série d'activités visant à promouvoir les droits des femmes, l'équité entre les sexes et l'autonomisation économique. La célébration de la journée internationale de la femme a été marquée par trois moments phares : des panels sur la formalisation des activités économiques féminines, des émissions radios interactives, et une journée communautaire dédiée au plaidoyer et à l'exposition. Ces actions ont permis de :

- ↪ Porter des plaidoyers en faveur de la reconnaissance effective des droits des femmes et d'une répartition équitable des rôles sociaux entre hommes et femmes ;

- ↪ Renforcer la sensibilisation et la prise de conscience collective sur la nécessité d'un appui accru aux initiatives économiques portées par les femmes.

Le LRP de Missirah a organisé un atelier de formation portant sur les violences basées sur le genre (VBG), la santé reproductive, ainsi que l'accès des femmes et des jeunes aux services publics essentiels, aux instances décisionnelles et aux ressources productives.

Cet atelier, animé par un membre du CLVF avec l'appui du Lead SO3 d'ActionAid Sénégal, a rassemblé 39 participants (29 femmes, 10 hommes, dont 9 jeunes) issus des CRA, brigades de veille, caisses AVEC, clubs de jeunes filles et du mouvement Activista. Ces actions ont de :

- ↪ Réalisation collective d'un diagnostic des principaux défis relatifs aux VBG, à la santé reproductive et à l'accès aux ressources pour les femmes et les jeunes.

- ↪ Renforcement des compétences des acteurs communautaires sur les droits, les mécanismes de prévention et de prise en charge des violences.

- ↪ Avoir une meilleure appréhension des enjeux liés à la participation des femmes aux processus décisionnels.

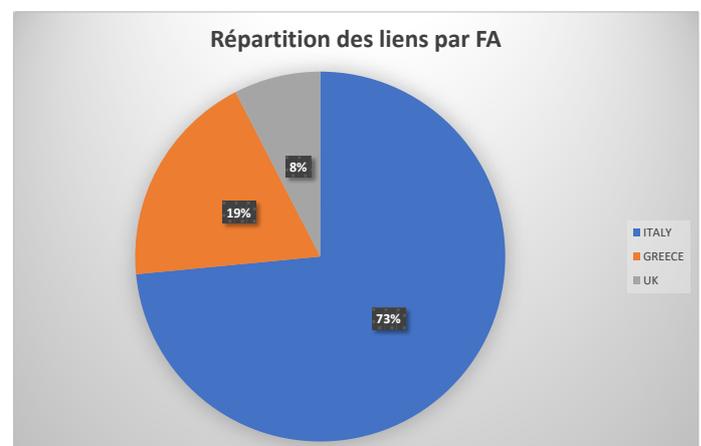
Dans la zone centre notamment dans les LRP de Niodior et Djilor, une formation a été organisée pour les structures de prises en charges des victimes de violences (PEC) et les comités de veille, portant sur les violences basées sur le genre (VBG) et les textes légaux qui les encadrent. Un diagnostic approfondi a permis d'évaluer la situation des VBG, la santé reproductive et l'accès des femmes aux services publics dans ces localités, ainsi que les capacités des structures de prise en charge des victimes.

Les échanges ont renforcé les stratégies de lutte contre les VBG, notamment par une meilleure connaissance des mécanismes de prévention et des cadres juridiques. Une révision collective des textes et lois a été effectuée. Par ailleurs, la création d'une plateforme régionale des femmes de Fatick a été proposée pour améliorer la coordination, tandis que l'idée d'une plateforme régionale regroupant toutes les organisations de femmes de la région est lancée. Un comité restreint est mis en place pour faire le mapping des organisations fonctionnelles et d'initier des discussions dans l'optique d'asseoir une plateforme régionale forte.

## Parrainage

La répartition du nombre d'enfants parrainés dans les différentes localités révèle une concentration marquée dans certaines zones stratégiques du programme. Kédougou se distingue avec le nombre le plus élevé d'enfants parrainés (1619), suivi de Niodior (1535) et Koussanar (1431), confirmant leur rôle central dans la mise en œuvre des activités de parrainage. Bala et Djilor UK/GR affichent également des chiffres significatifs, avec respectivement 1383 et 1134 enfants. À un niveau intermédiaire, Bakel GR/IT recense 1194 enfants parrainés, tandis que Missirah UK, avec 436 enfants, présente le volume le plus faible,

L'analyse sous l'angle FA nous montre qu'il y a une forte hausse des liens chez les Italiens et les Grecs. L'Italy représente 73 % des liens du Sénégal avec un total de 8 880 liens suivi des Grecs avec un taux de 19 %. La proportion des liens de UK sont en forte baisse depuis un certain nombre d'années. Par rapport aux années passées, nous pouvons noter une progression effective des lien Grecs au détriment de ceux de UK.



## Suivi Evaluation

Dans le cadre du renforcement du suivi des interventions, des outils standardisés de collecte de données ont été élaborés et partagés avec les partenaires de mise en œuvre. Par ailleurs, un canevas harmonisé de rapport trimestriel a été validé de manière consensuelle, puis diffusé afin d'assurer une remontée cohérente et régulière des informations sur les activités réalisées.

Un appui a été apporté à KEOH pour la production d'un document et d'une vidéo de capitalisation, en cours de finalisation. L'équipe KEOH a réalisé deux missions de suivi dans 30 localités, permettant d'évaluer la qualité des interventions et de recueillir les avis des communautés en vue d'améliorer les actions futures.



## Conclusion

L'ensemble des activités menées au cours de cette période témoigne de la dynamique positive instaurée dans les différents LRP en faveur du renforcement des droits, de la résilience et de l'autonomisation des communautés, notamment les femmes, les jeunes et les enfants. Que ce soit à travers la promotion d'une gouvernance foncière inclusive, l'appui à l'insertion socioprofessionnelle, la valorisation des ressources locales, la lutte contre les violences basées sur le genre ou encore le soutien à une éducation équitable et de qualité, les interventions ont contribué à renforcer les capacités locales, mobiliser les acteurs communautaires et impulser un changement durable.

La forte implication des parties prenantes, l'approche participative adoptée, ainsi que les synergies créées entre les acteurs institutionnels, communautaires et les partenaires techniques constituent des leviers majeurs pour la consolidation des acquis. Ces résultats traduisent une volonté collective d'agir de manière concertée pour une transformation sociale plus équitable, résiliente et inclusive.

# act!onaid

## **How to contact ActionAid in Senegal**

Email: [info.senegal@actionaid.org](mailto:info.senegal@actionaid.org)

### **Address Dakar Office**

ActionAid Sénégal, 49, Ouest Foire – Dakar.

B.P. : 45780 Dakar

Phone: (+221) 33 859 07 82

### **Address Tambacounda Office**

ActionAid Sénégal, Quartier Liberté Ouest Lot N° 174/C, Tambacounda.

B.P: 45780 Dakar

Phone: (+221) 33 981 07 73

Follow us on:

